

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 17/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SGE (STE GABRIEL ENVIRONNEMENT)

178 rue de la Chenille
45770 Saran

Références : 122/2025
Code AIOT : 0010008543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement SGE (STE GABRIEL ENVIRONNEMENT) implanté 178, rue de la Chenille 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 02/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SGE (STE GABRIEL ENVIRONNEMENT)
- 178, rue de la Chenille 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008543
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SGE dont le siège social est implanté 188, route de SANDILLON à SAINT JEAN LE BLANC (45650), exploite, au 171 rue de la Chenille à SARAN, une installation de tri, transit et regroupement :

- de déchets dangereux (amiante lié) ;
- de déchets non dangereux non inertes (déchets verts et de bois, déchets industriels banals (DIB)) ;
- de déchets non dangereux inertes (de gravats en provenance de chantiers de démolition).

Elle exerce également sur ce site des activités de broyage de végétaux et de concassage de gravats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.9	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	Installations électriques	AP Complémentaire du 11/12/2015, article 7.3.4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Vérification des dispositifs de protection foudre	AP Complémentaire du 11/12/2015, article 7.3.5.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Surveillance poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
12	Alvéoles de stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.3.3	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs Limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 6.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.5.8.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Actualisation des garanties financières	AP Complémentaire du 29/03/2017, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
5	Modifications des installations	AP Complémentaire du 11/12/2015, article 1.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	Risque d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Susceptible de suites	Sans objet
10	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
11	Elimination régulière des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 5.1.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs Limites d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emergence bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2022
Prescription contrôlée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marqué, au sens du point 1.9 de l'annexe du l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans la période définie dans le tableau ci-dessus.

Constats :

Pour rappel, la dernière étude de bruit, transmise par courrier du 26 septembre 2022 à l'inspection, donnait des résultats d'analyses conforme aux seuils d'émergence fixés dans l'arrêté préfectoral. Cependant, ces analyses avaient été réalisées en l'absence de broyage de végétaux, activité source de bruit. Il avait donc été demandé à l'exploitant de refaire les contrôles durant les phases de concassage et broyage de végétaux.

Lors de la visite de 2025 l'inspection a demandé les résultats des contrôles.

L'exploitant a transmis un devis non signé daté du 22 janvier 2025 délivré par la société TERRAexpertis.

Le 10 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de TERRAexpertis : "campagne de mesures des niveau sonores dans l'environnement - février 2025".

Le rapport mentionne que les mesures ont été réalisées avec l'installation de broyage en fonctionnement.

Il relève 4 stations à émergence réglementée, et pour chacune de ces stations il conclut au respect du seuil de 5 dB (A) le jour des mesures.

Il conclut également au respect de la valeur limite de 70 dB (A) en limite de site.

La non-conformité est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)

Paramètre	Concentration maximale
DBO5	500 mg/l
DCO	1000 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
MEST (matières en suspension totale)	50 mg/l
SEC ou SEH	150 mg/l
pH	5,5 < compris < 8,8
Matière organique	150 mg/l
Fer (Fe)	5 mg/l
Cuivre (Cu)	2 mg/l
Zinc (Zn)	5 mg/l
Nickel (Ni)	2 mg/l
Cadmium (Cd)	0,2 mg/l
Chrome trivalent (CrIII)	3 mg/l
Chrome hexavalent (CrVI)	0,1 mg/l
Plomb (Pb)	1 mg/l
Mercure (Hg)	0,1 mg/l
Étain (Sn)	2 mg/l
Arsenic (As)	0,1 mg/l
Monoxyde de carbone (Co)	2 mg/l
Aluminium (Al)	5 mg/l
Métaux totaux (pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al)	15 mg/l 300 mg/l
Hydroxyde de Magnésium (Mg [OH]2)	0,1 mg/l
Cyanures totaux (Cn)	3 mg/l
Dichlore (Cl2)	2 mg/l
oxyde de chrome(VI) (CrO3)	1 mg/l
soufre (S)	400 mg/l
ion sulfates (SO4)	15 mg/l
Fluore (F)	1 mg/l
Nitrite (NO2)	0,3 mg/l
Phénol	5 mg/l
AOX	

Les paramètres visés dans le tableau qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant de justifier l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis en amont de la visite un rapport d'analyse d'un échantillon nommé : "après séparateur", prélevé le 21 mars 2023 par l'exploitant.

Certains paramètres n'ont pas été analysés par le laboratoire : monoxyde de Carbone, l'hydroxyde de magnésium, dichlore, oxyde de chrome, métaux totaux, matière organique. Dans un porté à connaissance reçu en décembre 2022, l'exploitant a fait la demande de supprimer certains paramètres (monoxyde de Carbone, l'hydroxyde de magnésium et le trioxyde de chrome). Il est demandé à l'exploitant de réétudier sa demande en incluant éventuellement les paramètres non analysés en 2024 et en ajoutant des éléments techniques pour justifier cette demande.

Pour chaque élément mesuré et pour cet échantillon, les VLE sont respectées.

Cependant, l'exploitant est tenu d'analyser la qualité des eaux en 2 points de rejets du site (2 et 3). L'échantillon analysé n'est pas clairement identifié comme le rejet 2 ou le rejet 3, de fait il manque l'analyse d'un des deux rejets.

Écart : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte toutes les VLE pour les eaux de l'ensemble des rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.5.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

<p>Dispositif d'isolement du bassin de confinement : Une vanne d'isolement est disposée en aval du bassin de 370 m3 permettant de confiner l'ensemble des eaux d'extinction et d'interdire tout rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Cette vanne est clairement identifiée à l'aide d'une signalisation adaptée et fait l'objet d'une consigne écrite de mise en œuvre, connue de l'ensemble des personnels travaillant sur le site. Ce dispositif doit pouvoir être actionné en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site il a été constaté la présence de signalisation permettant l'identification et l'utilisation de la vanne de barrage. Un test a été réalisé par l'exploitant, en présence de l'inspection, ce qui a permis de constater le fonctionnement de la vanne d'obturation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actualisation des garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2017, article 8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet tous les cinq ans en appliquant la méthode d'actualisation précisées à l'annexe IT de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée, pour les installations définies par le 5° de l'article R.516-2 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 a modifié la liste des installation dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garantie financières de l'article R516-1 du code de l'environnement. A cette date les installations de stockage de déchets inertes ne sont plus concernée par la constitution de garanties financières. Ainsi le site de la société SGE à Saran n'est plus tenu d'actualiser le montant de ses garanties financières.</p> <p>La non conformité est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modifications des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2015, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Pour rappel: Lors de la visite du 22 septembre 2022, l'inspection avait constaté que le plan d'entreposage des déchets n'était pas respecté par l'exploitant. En effet des déchet de PVC blanc étaient entreposés dans une case non prévu dans le dossier initial.</p> <p>Depuis l'exploitant a transmis en décembre 2022 à l'inspection des installations classées un porter à connaissance. Dans ce PAC il est fait état de l'ajout d'une case pour l'entreposage de PVC blanc.</p> <p>La non conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par</p>

an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement dans son rapport les défauts relevés. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a fourni, en amont de l'inspection, le rapport de vérification des installations électriques réalisé le 9 septembre 2024 par la société SOCOTEC. Ce rapport fait état de 56 non conformités.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il souhaite supprimer le transformateur électrique haute tension. Pour cela, un rendez-vous avec INEO et INEDIS est fixé au 3 mars 2025, il devrait permettre d'établir le protocole pour la déconnexion de la haute tension sur le site.

Pour la levée des non conformités du réseau basse tension, l'exploitant assure que des travaux sont prévus en mars 2025, cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un devis signé.

La vérification annuelle a bien été réalisée cependant les défauts relevés n'ont pas été levés.

Écart : Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Vérification des dispositifs de protection foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2015, article 7.3.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2022, il a été rappelé à l'exploitant qu'il disposait de 2 ans après la réalisation de l'Analyse du Risque Foudre (ARF), soit jusqu'au 25 avril 2020, pour réaliser une étude technique afin de définir les éléments de protection à mettre en place pour les lignes téléphoniques.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser l'étude technique foudre, il a cependant fourni l'ARF.</p> <p>Écart : L'étude technique foudre concernant les bureaux n'a pas été fournie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Risque d'envols et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Risque d'envols et poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - l'opération de broyage est couverte de manière à capter les émissions. Celles-ci sont traitées afin de réduire leur teneur en poussières ; - des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de

l'installation ; - pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'installation d'un nouvel enrobé limitant les envols de poussière sur le site, également il a été constaté la présence d'un brumisateur (efficace sur 5 000 m ²) et d'une petite balayeuse. La trémie du broyeur à béton est couverte, l'exploitant indique lors de l'inspection qu'il transmettra la fiche technique de ce dernier. La non conformité est levée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une évaluation de la teneur en poussières est effectuée mensuellement par l'exploitant dans les effluents gazeux issus des broyeurs.
Constats : En 2024, une seule campagne de broyage des déchets végétaux à été réalisée, en 91h en novembre. Pour limiter l'envol des poussière l'exploitant a mis un place un nouvel enrobé sur le site et fait l'achat d'une balayeuse et d'une brumisateur. L'exploitant indique qu'il prévoit de faire une étude de bruit et poussière pendant les activités de broyage des déchets verts. Lors de l'inspection, un devis non signé daté du 22 janvier 2025 délivré par la société TERRAexpertis, a été transmis à l'inspection.
Écart : Les évaluations mensuelles de la teneur des poussières ne sont pas réalisées par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

L'exploitant indique qu'une mesure mensuelle lui semble difficile à réaliser au vu de l'utilisation de ses différents broyeurs, il est invité à formaliser une demande d'aménagement dans un porté à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>[...]</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>La plateforme Gerep a été consultée le 04 février 2025, la déclaration 2023 est complète et est en cours de validation par l'inspection. La campagne de déclaration 2024 est en cours.</p> <p>Non conformité levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Elimination régulière des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des installations internes de transit des déchet

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.
Constats : <u>Pour rappel:</u> Lors de la visite du 22 septembre 2022, l'inspection avait constaté un stock très important de déchets de plâtre qui avait été expliqué par l'exploitant par ses difficultés à trouver des exutoires pour traiter ce type de déchets. <u>Constat de 2024:</u> Lors de la visite le stock de plâtre était correct. L'exploitant indique qu'en 2024, 185t de plâtre sont parties en enfouissement sur le site de la société SEMARDEL, autant on été incinérée. Contrairement à l'inspection de 2022, l'exploitant indique avoir trouvé tous ces exutoires, les déchets sont évacués régulièrement. Non conformité levée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alvéoles de stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure en tout temps que la hauteur de déchets présents dans chacune des alvéoles figurant dans le tableau ci-avant (déchets végétaux ; bois ; broyats de déchets végétaux ; souches ; DIB) ne dépasse pas la hauteur du mur coupe-feu de l'alvéole dans laquelle ils sont entreposés.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les stockages de déchets végétaux et de DIB dépassaient les murs coupe-feu de l'alvéole dans laquelle ils sont entreposés. L'exploitant a indiqué qu'il attendait une campagne de broyage de déchets vert au mois de mars, ce qui ferait diminuer les stockages. Ecart : La hauteur d'entreposage des déchets (déchets verts et DIB) dépasse la hauteur maximale autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours